

En Turquie, le génocide arménien reste tabou

Les réactions turques se sont multipliées à la suite de la reconnaissance du génocide arménien par le président américain Joe Biden, samedi 24 avril. L'annonce irrite dans le pays où se renforcent les discours nationalistes et souverainistes.

- Céline Pierre-Magnani, le 08/05/2021 à 06:48 , Modifié le 08/05/2021 à 10:49



« En Turquie, c'est un tabou. Les gens refusent catégoriquement d'en parler ». Il a fallu quelques années pour que Rümeyza, étudiante en science politique de 27 ans, interroge les événements de 1915. « Dans les livres d'histoire du lycée, ils sont racontés comme une migration forcée », raconte-t-elle. « J'avais demandé des références bibliographiques à mon professeur d'histoire. Il m'a conseillé le livre de Levon Panos Dabağyan, un historien d'origine arménien proche du parti du MHP [extrême droite] qui rejette le terme de "génocide". » Originaire d'une ville conservatrice d'Anatolie, elle a fait des rencontres et des lectures déterminantes une fois installée à Istanbul pour ses études supérieures : « Je me suis à nouveau trouvée confrontée à la question lors des commémorations du 24 avril 2012, sur la place Taksim [NDLR : place centrale à Istanbul]. J'ai été très touchée par l'atmosphère,

alors je suis allée m'asseoir aux côtés des participants et j'ai écouté les discours. »

La majorité des partis politiques condamne l'initiative de Joe Biden

Lorsque, samedi 24 avril, Joe Biden a officiellement reconnu le caractère génocidaire des événements de 1915 qui ont fait entre 800 000 et 1,5 millions de victimes, sous l'Empire ottoman, les réactions ne se sont pas fait attendre côté turc. Du parti présidentiel de l'AKP à l'opposition kémaliste, tous dénoncent une instrumentalisation politique de l'histoire, ainsi qu'une ingérence dans les affaires turques qui dégradent un peu plus les relations bilatérales. Seul le HDP, la gauche pro-kurde, s'est démarqué sur cet épineux dossier en reconnaissant le génocide et en appelant l'État à faire de même.

« Dès lors que vous prononcez le mot "génocide", la conversation est terminée. La personne en face cesse de vous écouter et sort les griffes. En Turquie, le terme désigne uniquement le génocide juif perpétré par les nazis et rien d'autre », analyse l'intellectuel Baskin Oran. Lui-même connaît bien le poids des mots : il fait partie des initiateurs de la pétition lancée en 2008 pour présenter des excuses aux Arméniens.

« C'est Hrant Dink [journaliste d'origine arménienne, assassiné en 2007 par un nationaliste turc, NDLR] qui avait raison. Il constatait que certains pays étrangers tiraient profit de la reconnaissance de ces événements. Il voyait que l'usage du terme "génocide" dissuadait les Turcs de considérer la question et que cela compliquait encore davantage le dialogue entre la Turquie et l'Arménie » rappelle-t-il.

Une atmosphère politique dominée par les discours nationalistes

Les propos de Hrant Dink font toujours figure de référence pour la jeune génération. Pour Suna, 23 ans, étudiante en histoire, la réalité du génocide ne fait pas de doute et elle se réfère également volontiers aux solutions défendues par le journaliste assassiné : *« Je crois à la formule de Hrant Dink : ce sont les peuples concernés qui doivent se rencontrer et en parler »* admet-elle. *« Biden n'est que le président d'un pays impérialiste qui a massacré des populations au Vietnam et en Irak. Alors ses propos sur le génocide n'ont pas de crédibilité à mes yeux »* tranche-t-elle avant de préciser : *« Mais je peux comprendre qu'il soit très important pour les Arméniens qu'un État supplémentaire reconnaisse officiellement ce qu'ils ont vécu. »*

Dominée par les surenchères des discours nationalistes et souverainistes, l'atmosphère politique actuelle rend peu propice la tenue d'un débat serein sur la qualification des événements de 1915.

Mais au-delà des débats terminologiques, Baskin Oran rappelle que la Turquie devra répondre à une question simple : « *Il y avait près de 2 millions d'Arméniens dans l'Empire ottoman. Il n'en restait plus qu'1 million au début de la guerre d'indépendance en 1919. Que leur est-il arrivé ? (...) Nous n'avons pas de responsabilité directe mais nous avons la responsabilité de faire toute la lumière sur ce qu'il s'est passé.* »

Repères

Une vague de reconnaissances au XXI^e siècle

La reconnaissance officielle du génocide arménien a d'abord été entérinée par plusieurs parlements : aux États-Unis, la Chambre des représentants a déjà adopté deux résolutions en 1985 et 2019. Puis, en 1987, le Parlement européen. Dans les années suivantes, les parlements grec, suédois, italien, le Sénat Belge et la Douma (parlement russe).

Après l'Uruguay dès 1965, la France est le second État à reconnaître le génocide arménien en 2001. À partir de 2004, d'autres pays suivent en Europe, en Amérique du Nord (Canada) ou du Sud.

12 avril 2015, le pape François évoque « le premier génocide du XX^e siècle » qui a frappé le « peuple arménien avec les syriens-catholiques et orthodoxes, les Assyriens, les Chaldéens et les Grecs ».